

CONV 776/03

CONTRIB 349

NOTE DE TRANSMISSION

du: Secrétariat
à la: Convention
Objet: Contribution présentée par M^{me} Elena Paciotti, membre suppléant de la Convention:
 - "Non seulement sécurité et justice mais aussi liberté"

Le Secrétaire général de la Convention a reçu la contribution figurant en annexe de
M^{me} Elena Paciotti, membre suppléant de la Convention.

CONTRIBUTION DE ELENA PACIOTTI**NON SEULEMENT SÉCURITÉ ET JUSTICE MAIS AUSSI LIBERTÉ****Une année d'efforts pour que le mot liberté ne disparaisse pas**

Le 10 juin 2002 j'ai écrit au Président et aux membres du Praesidium pour demander que le groupe de travail X chargé d'examiner les compétences de l'Union dans les matières du "troisième pilier" ne s'appelle pas: "sécurité et justice" mais, comme cela est déjà prévu dans le Traité d'Amsterdam (art. 29 TUE et 61 TCE), "liberté, sécurité et justice".

Le 6 décembre 2002, lors de mon intervention pendant la session de la Convention, et, par la suite, dans ma contribution du 6 décembre, je me suis plaint de l'ordre du jour de la session consacrée à la discussion du rapport du groupe de travail X qui avait comme titre "sécurité et justice", en oubliant le lien nécessaire entre ordre public européen et respect des droits des citoyens, qui entraîne, outre l'intégration nécessaire de la Charte des droits fondamentaux dans le texte constitutionnel,:

- a) l'application à ce secteur également du principe de non discrimination et du principe d'égalité homme-femme;
- b) une approche globale du problème de l'immigration et de l'asile, qui inclue l'intégration des résidents provenant de pays tiers;
- c) un contrôle juridictionnel complet sur toutes les mesures qui concernent ce secteur, et la possibilité pour les particuliers de s'adresser au juge;
- d) respect de la vie privée et protection des données personnelles également dans la coopération judiciaire et de police.

Malgré le consensus apparent sur ce qui vient d'être exposé, je dois constater que, à l'article I-23 du projet de traité constitutionnel, la formation du Conseil appelée jusqu'à maintenant "Justice et Affaires intérieures" est maintenant appelée "Justice et Sécurité". Je demande encore une fois que cette vision purement sécuritaire - qu'on ne peut apparemment pas supprimer - de la mise en oeuvre de l'"Espace de liberté, sécurité et justice" soit freinée et qu'on revienne plutôt alors au nom plus neutre de Conseil "Justice et Affaire Intérieures", si vraiment on ne veut pas affirmer explicitement que la politique de cette formation du Conseil doit être consacrée aussi à la garantie de la liberté des citoyens.